



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

E'mail : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

27/04/2023

## Rubrique Internationale

### Soudan Mayotte : Morts aux pauvres! Grèves en Europe

#### Soudan

Depuis plusieurs jours le Soudan a glissé dans une guerre entre les partis au pouvoir faisant de nombreuses victimes civiles. Cette lutte voit s'affronter l'armée régulière autour de Abdel Fattah al-Burhane qui dirige de fait la junte au pouvoir et les Forces de Soutien Rapide (FSR) dirigées par Mohamed Handam Daglo dit Hemedti. Cette dernière milice a joué un rôle particulièrement violent dans la répression des populations du Darfour. Si, en 2019, lorsque les manifestations contre le régime militaire et islamiste ont gagné tout le pays, le chef des FSR jusqu'à lors allié de Omar Al-Bachir a senti le vent tourner et s'est retourné contre lui, dans une alliance de façade, avec le général Al-Bourhane. Cet attelage de factions militaires qui s'était engagé à un retour vers un pouvoir civil semble vouloir maintenant se l'approprier<sup>(1)</sup> et la lutte pour se dernier a tourné dans un affrontement par les armes. La Parti Communiste Soudanais qui a contribué au renversement de la dictature souligne dans une analyse publiée le 19 avril que s'ajoute aux rivalités personnelles des influences étrangères. Par l'intermédiaire de l'Égypte, les USA auraient donné le feu vert à l'armée régulière d'affaiblir les FSR dont ils soupçonnent la proximité avec la Russie. Un journal britannique a même affirmé que : "*Wagner pourrait jouer un rôle dans la guerre du Soudan au profit d'Hamidti, qui assure la protection de la société aurifère "Mirway", qui est l'une des sociétés minières de Wagner, et est accusé de faire de la contrebande d'or du Soudan vers Moscou pour contribuer à la guerre de la Russie contre l'Ukraine*". Cette analyse est confirmée dans une déclaration du Comité central du Parti Communiste du Soudan : "*Ce qui se passe actuellement est la poursuite de la lutte pour le pouvoir et les richesses du pays, encouragée par certaines puissances étrangères, et menée par des groupes armés inféodés à ces puissances étrangères. Ces affrontements sanglants et leur poursuite sont ce contre quoi notre parti a mis en garde, et ils sèment la confusion et la peur parmi les citoyens*". Le Parti Communiste du Soudan mesure que ce qui est fondamentalement en jeu, c'est la possibilité ou non d'un processus remettant le pouvoir au peuple véritable vainqueur de la dictature. Il engage les forces démocratiques à faire face et à exiger la fin des affrontements : "*Le Parti communiste soudanais appelle à l'unité pour exiger un cessez-le-feu immédiat, la sortie des armées et des milices des villes, et pour sauver le pays des luttes intestines sanglantes entre les généraux. L'unité de notre peuple, de toutes les forces patriotiques, des forces du changement radical et des comités de résistance pour soutenir les objectifs de la révolution et restaurer la paix, la sécurité et la stabilité est une tâche urgente. C'est la seule base pour mettre fin à la crise actuelle, récupérer la Révolution et établir le pouvoir du peuple*".

Le parti Révolutionnaire COMMUNISTES est solidaire avec la lutte du peuple du Soudan et de son parti communiste pour que cesse les affrontements militaires, pour la conquête des droits économiques, sociaux et démocratiques du peuple soudanais, pour la création des conditions lui permettant enfin de définir lui-même son destin.

<sup>(1)</sup>Alors que les chefs militaires soudanais protègent leurs intérêts, les habitants du pays subissent les répercussions.

**Selon certaines estimations, l'armée soudanaise contrôle environ 80 % de l'économie du pays, depuis les cultures jusqu'aux champs de pétrole. Ces mêmes intérêts économiques financent les opérations militaires hors du budget du gouvernement. Une organisation non gouvernementale montre que Hemidti et sa famille sont fortement**

engagés dans l'industrie de l'or au Soudan. Son frère et ses neveux sont propriétaires de la société de production d'or Al Gunade et Hemidti est membre de son conseil d'administration. Le frère de Hemidti est chef adjoint des RSF.

### **Mayotte : Morts aux pauvres!**

Le journal *Le Monde* rapporte : " *Le tribunal judiciaire de Mamoudzou a suspendu, mardi 25 avril, l'évacuation d'un bidonville de Mayotte, première étape de la vaste opération « Wuambushu » (« reprise », en mahorais) lancée par le gouvernement français pour lutter contre la délinquance et l'immigration illégale dans l'île.*" Cette opération était réclamée par les autorités de Mayotte et soutenue fermement par le pouvoir colonial français et en particulier par le ministre de l'intérieur Darmanin qui a dépêché plus de deux milles hommes pour réaliser cette opération de démolition du bidonville et d'expulsion des hommes, femmes et enfants vers les Comores dont ils sont généralement issus. Cette opération s'est accompagnée d'une mise en condition de l'opinion particulièrement violente en France comme à Mayotte, le vice Président du conseil départemental allant même jusqu'à préconiser le meurtre de ce qu'il nomme les délinquants : " *le meurtre des "délinquants" est une solution envisageable pour enrayer la dynamique de violence dans l'archipel.*" Au fond ce cri de guerre mort aux pauvres! reflète bien la nature de la situation coloniale à Mayotte. Une immigration qui fuit les Comores où règnent une extrême pauvreté et un territoire colonial français un peu moins pauvre où ces immigrants espèrent assurer leur survie. La violence qui règne à Mayotte a une cause et une seule : la misère extrême! Mais ni le pouvoir colonial français, ni les dirigeants comoriens n'en parlent, pour eux la seule solution, c'est la violence d'État : la guerre au pauvres et non à la pauvreté qu'engendre leur politique!

### **Grèves en Europe**

Dans de nombreux pays européens, la colère monte contre une inflation qui ronge le pouvoir d'achat des salariés. Selon l'institut de sondage IPSOS, 64% des européens disent ne plus savoir : " sur quelles dépenses faire des compromis". Des luttes sociales se développent dans de nombreux pays européens et si belges, français et grecs y sont plutôt aguerris, les travailleurs des pays baltes le sont moins et pourtant, ils se battent aussi. Il faut dire que dans ces pays l'inflation atteint 20% . Des actions sont aussi prévues en Bulgarie, toujours à la recherche d'un gouvernement, en Roumanie, au Portugal, tandis qu'au Royaume-Uni comme en Allemagne de puissant mouvements de grèves inédits ont secoué et/ou secouent ces pays. Le journal *Capital* titre, à propos de l'Allemagne : " *Les salariés du public obtiennent une augmentation de salaires grâce aux grèves.*" Le *grâce aux grèves* montre bien que rien n'arrive seul, mais dans un pays où l'inflation a atteint 10,4% en octobre, les résultats ne sont pas si convaincants. Les syndicats étaient partis sur une revendication d'augmentation de 10,5% et de 500 euros sur 12 mois. Ils ont obtenu dès juin 2023 des compensations de 3.000 euros en plusieurs tranches et une augmentation salariale de 5,5% avec un minimum de 340 euros à partir de mars 2024. En Allemagne comme en France le pouvoir et le patronat sont sensibles à la pression des luttes sociales mais entendent rester dans des limites qui ne remettent pas en cause les profits capitalistes.